

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 8 juin 1950

La séance est ouverte à onze heures.

### QUESTIONS

(Il a été répondu de vive voix aux questions marquées d'un astérisque.)

#### SECONDE GUERRE MONDIALE—REFUSÉS POUR LE SERVICE

##### M. Knight:

1. Quel a été le nombre et quelle a été la proportion de ceux qui, appelés à subir l'examen requis pour le service au cours de la seconde guerre mondiale, n'ont pas été acceptés parce que a) ils étaient physiquement inaptes, b) ils n'étaient pas bien équilibrés, suivant les exigences en vigueur?
2. Quel a été le nombre et quelle a été la proportion de ceux qui, après avoir subi l'examen et avoir été acceptés, ont été déclarés inaptes au service a) parce qu'ils manquaient de vigueur physique, b) parce qu'ils n'étaient pas bien équilibrés?

##### M. Blanchette:

1. Les données comparatives des trois armes, pour la période entière de la seconde Guerre Mondiale, ne sont pas disponibles. Comme les besoins et les renseignements statistiques ont sensiblement varié avec les services, les réponses portent sur chacun des mêmes services:

a) Marine 11,509 ou 10.1% (1<sup>er</sup> sept. 1939—30 sept. 1945); armée 262,830 ou 35.5% (1<sup>er</sup> janv. 1941—31 déc. 1944); Aviation 46,881 ou 18.6% (1<sup>er</sup> août 1941—31 juillet 1944).

b) Marine 436 ou 0.38% (1<sup>er</sup> sept. 1939—30 sept. 1945); Armée (Inclus dans a), Aucune donnée distincte. Aviation 2,636 ou 1.04% (1<sup>er</sup> août 1941—31 juil. 1944).

Si la proportion est plus élevée pour l'armée que pour la marine et l'aviation, c'est parce que ces deux derniers services ne recevaient que des volontaires, tandis que l'armée acceptait, en plus des volontaires, tous les mobilisés sous le régime de la loi sur la mobilisation des ressources nationales. Après l'imposition de l'instruction militaire, seule l'armée pouvait émettre des certificats de refus.

2. a) Marine 5,833 ou 5.7% (1<sup>er</sup> sept. 1939—30 sept. 1945); Armée 105,201 ou 14.4% (1<sup>er</sup> sept. 1939—31 déc. 1945); Aviation 18,021 ou 7.3% (1<sup>er</sup> sept. 1939—31 déc. 1945)

b) Marine 1,093 ou 1.07% (1<sup>er</sup> sept. 1939—30 sept. 1945); Armée 47,646 ou 6.5% (1<sup>er</sup> sept. 1939—31 déc. 1945); Aviation 6,363 ou 2.5% (1<sup>er</sup> sept. 1939—31 déc. 1945).

Les chiffres ci-dessus comprennent tous les réformés pour invalidité physique causée par le service actif.

#### EXERCICES MILITAIRES À LA PLAGE AUX BLEUETS (QUÉBEC)

##### M. Courtemanche:

Combien ont coûté les exercices militaires effectués à la Plage aux Bleuets, à Oka (Québec), au cours de la nuit du 13 au 14 mai 1950?

##### M. Blanchette:

Coût estimatif: \$12,000.

#### CARTOGRAPHIE AÉRIENNE ET LEVÉS AÉRO- GRAMMÉTRIQUES (SASK.)

##### M. P. E. Wright:

1. Aux termes des contrats adjugés à la *Survey Aircraft Limited*, de Vancouver, et à l'*Air Service Limited*, d'Edmonton, pour la cartographie aérienne et les levés aérographiques dans la province de la Saskatchewan, en 1949, a) quel était le tarif prévu par mille carré, b) quel a été le nombre de milles carrés relevés par chacune de ces sociétés?

##### M. Maybank:

a) *Survey Aircraft Limited*,—payé \$3.90 par mille carré, plus la taxe fédérale de vente. *Air Surveys Limited*,—payé \$4.35 par mille carré, plus la taxe fédérale de vente.

b) *Survey Aircraft Limited*,—12,212 milles carrés. *Air Surveys Limited*,—10,802 milles carrés.

N.B. Aucun contrat adjugé à *Air Services Limited*, d'Edmonton; les données mentionnées ci-dessus s'appliquent à *Air Surveys Limited*, d'Edmonton.

#### L'USINE BOUCHARD À SAINTÉ-THÉRÈSE (QUÉBEC)

##### M. Bertrand:

1. Effectuera-t-on des travaux de nettoyage ou de creusage de fossés, cette année, à l'usine Bouchard, à Sainte-Thérèse?

2. Dans le cas de l'affirmative, effectuera-t-on ces travaux à la machine?

3. Avant de prendre une telle décision, a-t-on pensé au nombre actuel des chômeurs à Sainte-Thérèse?

##### M. Blanchette:

1. Oui.

2. En grande partie par des journaliers.

3. Voir réponse au n° 2.

#### GENDARMERIE ROYALE ET COLOMBIE- BRITANNIQUE

##### M. E. D. Fulton:

1. A quelle date se sont engagées les consultations ou les négociations entre le gouvernement fédéral et les autorités provinciales de la Colombie-Britannique visant à confier à la Gendarmerie royale du Canada le maintien de l'ordre sur le territoire de cette province?

2. Ces négociations sont-elles terminées?

3. Sinon, où en sont-elles rendues?